

**Convention collective nationale**

IDCC : 653. – **PRODUCTEURS SALARIÉS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

ACCORD DU 29 AVRIL 2008  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR 2008  
NOR : ASET0850950M  
IDCC : 653

Entre :

La fédération française des sociétés d'assurances (FFSA),

D'une part, et

La fédération des services (branche assurances) CFDT ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Le syndicat national des conseillers salariés d'assurances (SNCSA)  
CFE-CGC ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV)  
CFTC,

D'autre part,

Vu l'article 14, premier alinéa, de la convention collective de travail des  
producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés  
d'assurances du 27 mars 1972 ;

Vu les articles L. 132-12 et L. 132-12-3 du code du travail,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunération minimale annuelle*

1. La rémunération minimale annuelle des producteurs salariés de base  
prévue à l'article 14, premier alinéa, de la convention collective de travail  
des producteurs salariés de base des services extérieurs de production des  
sociétés d'assurances du 27 mars 1972 est portée à 16 010 € à compter du  
1<sup>er</sup> janvier 2008.

2. Cette majoration conduit à rappeler qu'il peut, naturellement, être exigé  
des producteurs salariés de base, notamment en application de l'article 3 de  
la convention collective, le respect d'obligations professionnelles en termes  
de minimum d'activité et de production.

3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les producteurs salariés de base qui ne sont plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

## **Article 2**

### *Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération minimale annuelle fixée au 1 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écart de rémunération non justifié entre les femmes et les hommes.

Si tel n'est pas le cas, ils mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales, avant le 31 décembre 2010.

Fait à Paris, le 29 avril 2008.

(Suivent les signatures.)